



L'AIDE ET LES SOINS À DOMICILE EN DANGER POLITIQUE DU 3^{ÈME} ÂGE MISE A MAL



PETITION À L'ATTENTION DU GRAND CONSEIL DU CANTON DE BERNE

Le Conseil-exécutif du canton de Berne a adopté son rapport sur l'examen des offres et des structures (EOS 2014) à l'intention du Grand Conseil. Le plan de mesures qu'il propose passe par une réduction des services publics, des ajustements structurels et une augmentation des recettes, qui allègent chaque année le budget cantonal. Ces allègements annuels se situent dans une fourchette comprise entre 231 millions de francs (2014) et 431 millions de francs (2017).

Les mesures d'économies envisagées ont été rendues publiques le 28 juin 2013 au travers d'un rapport dont la commission des finances doit délibérer avant qu'il ne soit soumis au Grand Conseil lors de sa session de novembre prochain. Elles touchent tous les secteurs d'activités de l'État mais en particulier les services d'aide et de soins à domicile (ASAD) sans but lucratif avec la suppression du subventionnement des prestations ménagères, la réduction de 25% de la rétribution versée pour l'obligation de prise en charge des soins, la réduction de 50% de la rétribution pour l'obligation de prise en charge des prestations ménagères, la suppression du subventionnement des prestations de complément. Les coupes prévues pourraient ainsi priver ESPAS (Equipe de soins, prévention, aide et soutien) de près de 400 000 francs par an. Ce qui se traduirait par une réduction notable des prestations aux usagers, un redimensionnement du fonctionnement du service, la disparition des infirmières scolaires, des suppressions de postes, la privatisation des prestations d'économie domestique... et sans aucun doute un transfert conséquent de charges sur les communes.

Le Conseil municipal de la ville de Moutier, les conseils communaux des autres communes desservies par ESPAS, soit Perrefitte, Souboz, Eschert, Belprahon, Grandval, Crémines, Corcelles, Elay et Roches, le comité et la direction de l'association ESPAS s'opposent fermement aux mesures d'économies proposées par le gouvernement bernois et invitent le Grand Conseil à les refuser. Elles mettent en péril les principes de base d'un maintien à domicile de qualité pour nos aînés et vont à l'encontre de la politique du 3^{ème} âge.

Les signataires de la présente pétition s'associent à cet appel lancé à Mmes et MM. les député-e-s du canton de Berne.

Moutier, le 7 septembre 2013

TOURNEZ SVP

PETITION À L'ATTENTION DU GRAND CONSEIL DU CANTON DE BERNE

	Nom, Prénom (en caractère d'imprimerie)	Localité	Signature
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			
11.			
12.			
13.			
14.			
15.			
16.			
17.			
18.			
19.			
20.			
21.			
22.			
23.			
24.			
25.			